

# RICTUS

n° ISSN :  
0154-3814

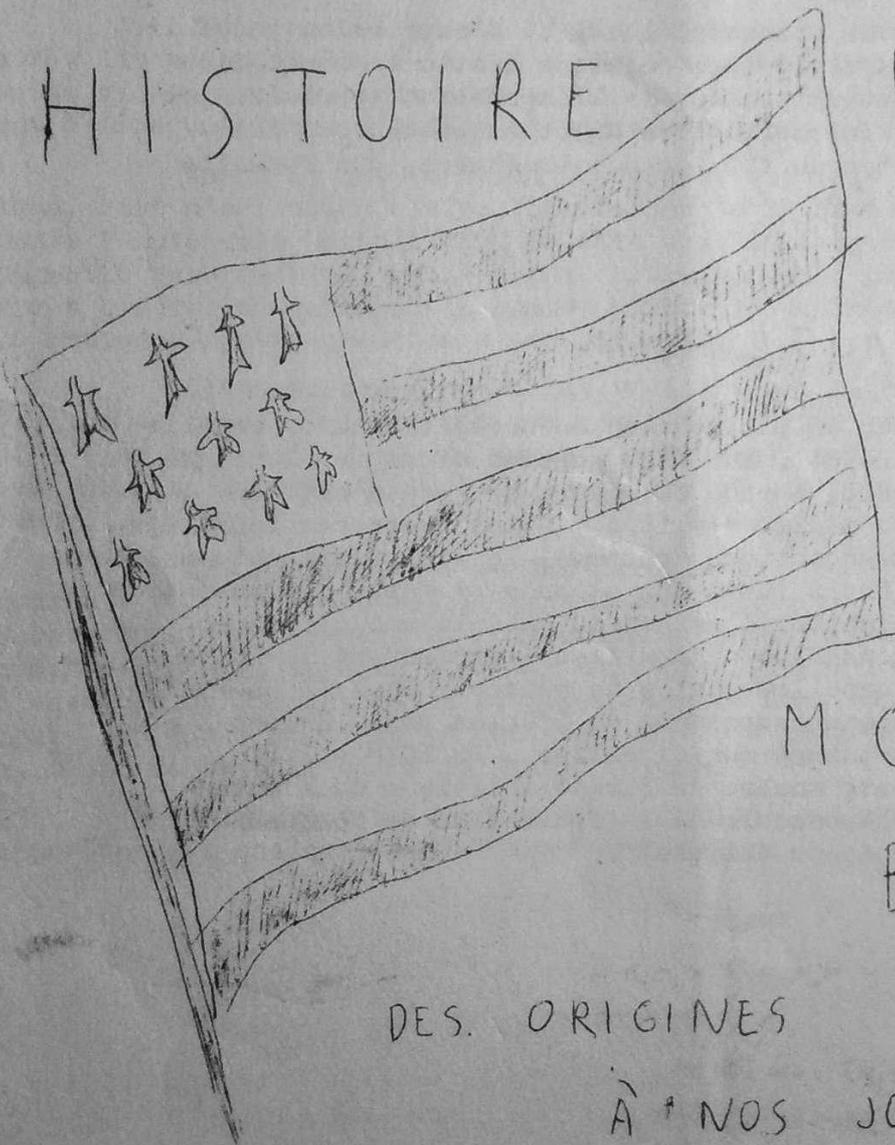
n° CPAPP :  
60643

MENSUEL LOCAL D'INFORMATION ET D'EXPRESSION POPULAIRE

## HISTOIRE

(n° spécial)

DU



## MOUVEMENT BRETON

DES ORIGINES

À NOS JOURS

N° 26/27 OCTOBRE-NOVEMBRE 1980 6F

# SOMMAIRE

- p . 3 : Introduction  
p . 4 : Quelques définitions préalables  
p . 6 : La question des origines du mouvement breton  
p . 9 : Le premier Emsav ( jusqu'en 1914 )  
p . 12 : Le second Emsav ( entre les deux guerres mondiales )  
p . 18 : Le mouvement breton durant la seconde guerre mondiale  
p . 21 : Le troisième Emsav ( l'actuel )

## L'EDITEUR

La publication de Rictus , mensuel local et d'expression populaire, était jusqu'ici la seule activité des Editions Rustic ( association loi 1901 , dont le but est de promouvoir l'expression populaire par différents moyens ) . Avec la publication de cette brochure , les Editions Rustic vont tenter de publier des brochures, des recueils de nouvelles ou de poèmes .

## L'AUTEUR

L'auteur ( le directeur de publication de cette brochure ) connaît particulièrement bien le sujet . En effet, Breton d'origine , émigré depuis toujours en Normandie, Sarthe ou Allemagne ( ça c'est son séjour à l'armée ) , il a milité dès 1976 , après avoir été longtemps sympathisant , à l'Union Démocratique Bretonne, le seul parti autonomiste qui dès 1964 fit le lien entre lutte des classes et lutte de libération nationale , qui refusa le nationalisme ou le chauvinisme et dénonça les attentats FLB comme irresponsables et inutiles , préférant la lutte avec le peuple breton et avec les partis de gauche ; en 1977 en Bretagne l'UDB constituait la quatrième composante de l'Union de la Gauche à qui il permit de conquérir certaines municipalités . De 1978 à 1980 , Patrice Cahue, l'auteur a été membre du Bureau Politique de l'Union Démocratique Bretonne et responsable de la fédération de Normandie (ou il avait exercé d'autres responsabilités) .

Abonnement à Rictus : 50F les 10 n°

Abonnement de soutien : à partir de 60 F

Une souscription permanente est ouverte pour nous aider à republier Rictus en offset et pouvoir publier des photos .

Directeur de la publication : Patrice Cahue , 47 Valleville 27880 Brionne  
imprimerie spéciale des Editions Rustic  
depot légal : 4° trimestre 1980 n° de CPAPP : 60643

# INTRODUCTION

Depuis un certain nombre d'années, la Bretagne est agitée par des mouvements populaires qui ont souvent pris une forme radicale. Depuis la prise de la sous-préfecture de Morlaix en 1961 par les paysans jusqu'à la grève générale du 8 Mai 1968 pour la défense de l'emploi dans la région, en passant par les grandes manifestations de 1966, 1970, 1971 sur le thème : " La Bretagne veut vivre " et la mobilisation antinucléaire à Plogoff, les travailleurs bretons n'ont cessé de protester contre les conditions de vie qui leur sont faites.

Cette colère bretonne, parfois déviée vers l'activisme comme dans le cas du F L B., est signe d'un problème évident et source d'une grande activité politique : des groupuscules naissent, vivent et disparaissent, des partis se forment et meurent, d'autres se développent et vivent comme l'U.D.B.

Mais actuellement, l'opinion publique se représente cette lutte d'après les actes violents du F L B, sans toujours comprendre les raisons de cette violence et surtout sans situer ces actions à leur véritable niveau, c'est à dire une forme d'action ultraminoritaire dans le mouvement breton.

Quand il est question de voir ce qui fait courir les militants bretons, rien n'est moins clair. Libération de la Bretagne ? Indépendance ? Anatomie ? Autonomie Socialiste ? En fait tout le long de l'Emsav (mot breton qui signifie insurrection, soulèvement, redressement), ce mouvement qui, génération après génération continue le combat contre la domination et l'assimilation de la Bretagne, cette question a été présente.

Cette brochure n'est pas vraiment une histoire du mouvement breton (le peu de pages ne le permet pas, mais des points particuliers seront étudiés plus en détail dans des numéros suivants), mais plutôt une historique qui permette d'avoir des points de repère et une meilleure compréhension de l'Emsav.

Cet Emsav, parti au XIX<sup>e</sup> siècle de nostalgiques d'une civilisation mourante et d'un mouvement principalement culturel, aboutira après la I<sup>ère</sup> Guerre Mondiale aboutira au nationalisme breton, réaction d'une petite bourgeoisie bretonne menacée dans son existence. Après la II<sup>ème</sup> Guerre Mondiale, l'ensemble du Peuple Breton se voyant menacé dans son existence quotidienne, ce troisième Emsav aboutira en quelques années à la création d'un parti, qui est en train de devenir celui du Peuple Breton.

Mais avant de voir cette évolution de l'Emsav, il est nécessaire de s'arrêter sur quelques définitions préalables.

=====

1. Définition de l'Emsav (1)

L'Emsav est un mouvement de libération nationale et sociale qui vise à la suppression de l'oppression et de l'exploitation de la classe ouvrière et paysanne bretonne.

Il est basé sur la lutte de classes et la lutte nationale. Il est dirigé par le Peuple Breton et vise à la création d'un parti révolutionnaire qui sera capable de mener à bien la lutte pour la libération nationale et sociale de la Bretagne.

# DES DEFINITIONS PRELABLES

## QUELQUES NOTIONS DEBATES

### 1) Nationalité, un terme particulièrement confus dans la langue française.

" L'Humanité, depuis son origine, est répartie en groupes culturels relativement stables qui sont l'un des fondements de sa vie collective. Lorsqu'elles ne s'incarnent pas ou plus dans un Etat, on les appelle NATIONALISTES" définition d'Ar Falz en 1973.

Ar Falz recommandait de plus de ne pas utiliser à la place le mot "peuple" qui s'appliquerait plus aux couches et classes sociales par opposition aux groupes dominants d'une nationalité.

### 2) La Nation (avec un grand N)

Ce terme a été confisqué au I<sup>o</sup> siècle par les penseurs de l'Etat bourgeois pour désigner l'ensemble de la population du territoire qu'il domine. Cet état français où tous les habitants qui relèvent de son autorité sont de la même nationalité, celle du groupe numériquement et politiquement dominant. Il peut donc être appelé ETAT-NATION. Sacralisé par le pouvoir, cette nation officielle s'intitule en France NATION, avec un N majuscule.

### 3) La nation (avec un petit n) (Fougeyrolas)

" Un des modes globaux d'existence des sociétés modernes et contemporaines, c'est une communauté historique résultant de l'agrégation et de la ségrégation accomplies par des peuples d'origine ancienne. Elle se manifeste par une relative unité linguistique, politico-économique et culturelle, et un sentiment d'appartenance communautaire puissant. "

### 4) L'Ethnie (selon Ar Falz)

Groupe culturellement homogène (ce qui est rarement le cas d'une nationalité qui comprend généralement plusieurs ethnies apparentées). Elle possède une forte conscience collective et une organisation sociale originale.

### 5) La minorité nationale

Nationalité ou fragment de nationalité qui, en cours de l'histoire, a été placé en position de minorité dans le cadre d'un Etat ne reconnaissant pas sa diversité collective, c'est à dire un Etat-nation.

## DES NOTIONS CONTESTEES

### 1) Nationalisme, qui peut avoir trois sens :

. Idéologie posant le fait national comme la donnée principale de toute lutte et de toute organisation sociale (non universaliste, non socialiste, non réactionnaire)

. affirmation du sentiment d'appartenance à une nationalité. "Dans le cas d'une nationalité opprimée par une nation, le refus d'un membre de la nationalité d'affirmer son appartenance au groupe dominé est une adhésion objective au nationalisme de la nation dominante."

( Ar Falz )

. Revendication libératrice d'une nationalité assujettie: composante nécessaire d'un combat socialiste qui vise à une libération totale de l'homme, à la fois en tant qu'individu, en tant que membre d'une classe et en tant que membre d'une communauté nationale.

## 2) Le Peuple Breton

Le peuple (ce concept est expliqué plus en détail dans une autre brochure), c'est l'ensemble des classes qui subissent l'exploitation capitaliste (ouvriers, moyens agriculteurs...) et les formes antérieures d'extorsion du sur-travail (artisans, petits paysans, petits commerçants).

Le peuple breton est donc exploité par une autre bourgeoisie que la sienne, qui peut donc en faire bénéficier son propre prolétariat. L'idée nationale tend à devenir la forme dans laquelle cette collision de classes pense son unité, son existence, sans la bourgeoisie.

## 3) Définition évolution du peuple

Le peuple est une communauté humaine, qui se forme à une époque donnée, sous l'influence de conditions économiques et sociales particulières, de rapports de forces, de courants d'échanges.. Il regroupe un ensemble de classes exploitées qui se découvrent certains intérêts communs. Il vit, s'organise, se donne des structures sociales et parfois politiques, modèle en langue, a des contacts avec d'autres peuples, d'où des interactions constantes qui modifient sans cesse les partenaires.

## COMMENT ABORDER LA QUESTION DE L'EXISTENCE DU PEUPLE BRETON ?

(cette question est abordée beaucoup plus en détail dans une autre brochure) .

tout d'abord, signalons deux risques d'erreur.

- . il est dangereux d'affirmer qu'il a une existence éternelle
- . c'est une entité provisoire sans cesse modifiée et remise en question par ses contradictions internes et ses rapports externes.

trois questions à se poser.

- . ce peuple a-t-il une existence historique ?
- . si oui, à quel stade de son évolution se situe-t-il ?
- . si il est dans une phase de déclin, la libération de notre peuple en tant que collectivité nationale est-elle encore nécessaire ou la libération sociale au sein de l'ensemble français suffit-elle ?

# LA QUESTION DES ORIGINES.

## LES THESES TRADITIONNELLES

### 1) La thèse de Yann Fouéré

Cette thèse, admise par tous (excepté par Olivier Mordrel ancien responsable de Breiz Atao), serait la suite logique du patriotisme breton traditionnel (chansons, légendes, écrits, mythes historiques...) fabriqué à la Cour de Nantes avant le XVI<sup>e</sup> siècle (1532 : perte de l'indépendance de la Bretagne) par opposition à la Cour de France.

Ce patriotisme aurait subsisté après l'Union; on le situe au moment de la révolte des Bonnets Rouges en 1675, de la conspiration de Ponthal-le au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, de la Chouannerie, du Barzhaz Breizh.

Mais aucune continuité n'existe entre ces points précis de l'histoire de la Bretagne. Et ceux-ci ont donné lieu à une exploitation déformée de la réalité. De plus, si effectivement il y eut des patriotes populaires bretons, ce fut plus le fait de la Cour de Nantes, car il n'est pas évident par ailleurs qu'à cette époque les paysans connaissaient le nom de leurs ducs jusqu'à la Révolution, les paysans bretons ne connaissaient pas la France et on peut même dire qu'ils se sentaient moins breton que le moindre militant breton d'aujourd'hui.

### 2) La thèse du colonisateur français

Cette thèse prit naissance avant 1914. Le Pangermanisme, système qui visait à confondre toutes les races en un Etat unique, dressait la carte d'un démantèlement français.

En 1939, pour cette thèse, ce serait l'Hitlérisme qui aurait créé le mouvement breton.

Il existe donc une tendance de colonisation à expliquer le mouvement breton comme étant une volonté extérieure à la Bretagne (voir les déclarations de M. Bonnet, ministre de l'Intérieur, lors des événements en Corse).

## LA NOUVELLE EXPLICATION

A la question "d'où vient l'Emsav ? ", deux sources divergent quant à la solution.

### I) Première source : une querelle d'intellectuels; la double origine.

Les formes modernes du patriotisme breton ne s'enracinent pas dans les protestations des XVII<sup>e</sup> et des XVIII<sup>e</sup> siècles contre les empiètements du pouvoir royal sur les "libertés" provinciales définies par l'acte d'Union en 1532, mais dans un mouvement intellectuel pré-révolutionnaire visant à exhumer les origines non pas de la Bretagne et du breton, mais de la France et du français.

A partir de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, la France est divisée par une querelle d'intellectuels, qui se développe surtout au XVII<sup>e</sup> siècle quand Louis XIV s'appuie sur la Bourgeoisie au détriment de la Noblesse qu'il soumet et qu'il amène à Versailles. Cette noblesse n'est pas fière par rapport à son passé et est très hostile à la bourgeoisie qui achète des titres de noblesse, d'où une querelle. C'est alors qu'apparaît la thèse raciale de Bougainville : "Le peuple français a deux origines : Les nobles ont pour

origine les Francs, des guerriers. Les autres, des vaincus, les Gallo-Romains".

Cette explication s'est maintenue jusqu'en 1789. La Révolution va être dirigée contre les nobles, donc contre l'origine franque. La Révolution va donc chercher d'autres origines, en ayant le choix entre la celte et la romaine. La bourgeoisie prendra alors à son compte l'histoire de la République Romaine, démarche que poursuivra Bonaparte.

République Romaine

République française

et ensuite

Empire Romain

Empire français

C'est aussi à cette époque que les principaux théoriciens de la langue française (de Brosse, Court de Gebelin...) se sont mis en quête d'une langue mère, d'une langue première dont toutes les autres dériveraient. Une filiation avait déjà été établie à partir de l'hébreu par leurs prédécesseurs. La sécularisation due à la Révolution les oblige à chercher d'autres origines. Et, c'est précisément la langue celte qui sera cette référence. Le celte est "cette langue que nous regardons comme la mère de la française et qui a servi de base à nos origines françaises." (Court de Gebelin 1733). Et cette langue primitive ne pourra être reconstruite qu'à partir de ces précieux restes, le bas-breton et le gallois.

La thèse des deux races réapparaîtra à la Restauration en 1815, mais reprise au bénéfice de la bourgeoisie : la Noblesse est évincée du pouvoir par la Bourgeoisie, c'est donc la revanche des Gaulois sur les Romains, à la Révolution de 1830, selon Guizot. C'est aussi alors l'engouement de tout ce qui est gaulois : Vallermarqué, Pitre-Chevalier, La Tour d'Auvergne se placent dans cette vogue.

## 2) La Seconde source : la celtomanie.

La Celtomanie naît en Angleterre au XVIII<sup>e</sup> siècle. L'archéologie mènera au Druidisme (Inigo, Jones à Stonehenge) et tout ce qui est ancien est obligatoirement celte. Le XVIII<sup>e</sup> siècle vit apparaître la naissance d'une religion druidique, fondée de toutes pièces par un docteur anglais. Cette celtomanie pénétrera en France avec le Romantisme.

Mais que devient la Bretagne durant cette époque? Le patriotisme breton existe alors, mais, celui de la grande-bourgeoisie, patriotisme créé à la Cour d'Anne de Bretagne est resté au cours des siècles au sein des grands bourgeois parlementaires (Rennes, Nantes, Vannes), patriotisme qui ne se confondait ni avec la celtomanie, ni avec les intellectuels. La rencontre entre ces patriotes et les celtomanes aurait pu être faite, et alors Mordrel et Fouéré auraient eu raison, mais il y eut la Révolution.

En effet, les républicains bretons sont des révolutionnaires modérés partisans d'un fédéralisme ("girondins"), qui se révolteront contre la dictature de Paris (à leur demande d'autonomie en 1790, Mirabeau répond : "Vous êtes Bretons ? Les Français commandent") et seront tous guillotines (.25 survivants sur 400 à Nantes, 12 sur 360 à Saint-Malo).

Quel est le bilan à la fin de la Révolution ? :

- les patriotes ont été guillotines
- la celtomanie est apparue
- le peuple se moque toujours d'être breton ou non.

Dès la fin de la Révolution, une vaste entreprise de collection et d'étude des langues et des cultures celtiques s'est amorcée en vue de constituer une "statistique" ethno-archéologique des Gaules (les Gaulois ayant été réhabilités par le gouvernement français).

C'est dans ce but que des sociétés savantes sont créées. Telle l'Académie Celtique en 1805, dont le projet est de "reproduire" l'histoire des Celtes, rechercher leurs monuments, les examiner, les discuter, les expliquer; étudier et publier les étymologies de toutes les langues de l'Europe à l'aide du celto-breton, du gallois et de la langue celtique que l'on parle encore avec toute sa pureté primitive en Irlande. Les échanges se multipliant, on assistera vite à la naissance d'un pan-celtisme.

Là dessus, viendra se greffer l'explosion du romantisme qui allait de pair avec l'éveil des nationalistes de toute l'Europe, et la célébration des vertus des cultures populaires, suscitant leur renaissance littéraire et linguistique. Mais, ce romantisme est né dans l'aristocratie, donc dans un milieu vaincu, réactionnaire.

Le mouvement breton va naître dans cette celtomanie qui se décaite (les études celtiques sont de plus en plus sérieuses), avec le romantisme en toile de fond. C'est avant tout un mouvement intellectuel, qui a totalement trouvé son origine en dehors du Peuple; il est dans l'élite, à côté du peuple qui le perçoit comme réactionnaire.

=====

# LE PREMIER EMSAV

## LES PREMIERES EMERGENCES DU NATIONALISME BRETON

Le vicomte Hersant de la Villemarqué va être un de ces aristocrates, grands bourgeois terriens, intellectuels libéraux, pris de passion pour le patriotisme breton, qui va le plus développer sa passion en voulant effacer la Révolution française. La parution de son Barzaz Breiz (recueil de poésies populaires) en 1838, marque un tournant : la conversion du celtisme en nationalisme breton. Mais il y célèbre aussi la "noble race" qui a produit la culture bretonne; il considère que son recueil amassé dans les campagnes est bien l'expression d'une culture nationale. Tous les chants et contes qui composent son recueil sont, à ses yeux, entièrement consacrés à chanter des destinées de la patrie, à exprimer l'amour d'un peuple pour son pays, à témoigner d'une nationalité spécifique.

Jusqu'en 1850, aucune organisation structurée n'a existé. Mais, en 1850, une multitude d'écrits, de rencontres laissent prévoir la naissance d'un mouvement : le recueil de poèmes de la Villemarqué, qui ne touche qu'un public averti et intellectuel entre 1839 et 1847; le 5ème Congrès inter-celtique en 1838 au Pays de Galles; la grammaire bretonne de Le Gonidec (déjà fondateur de l'Académie Celtique en 1805) en 1821; en 1844, " L'Histoire de la Bretagne Ancienne et Moderne (exposé économique, démographique, autonomiste) de Pitre Chevalier ou encore le premier périodique en langue bretonne en 1844 : la revue missionnaire Lizeri Breuriez ar Feiz ( par l'évêque de Quimper).

## L' ASSOCIATION BRETONNE

En 1829 et 1830, pour refuser "d'acquiescer des contributions publiques illégalement imposées", Beslay (député des Côtes du Nord) crée une première Association bretonne (25 % nobles, 17 % clergé), invoquant le traité d'Union de 1532. Association qui sera recrée en 1843 composée de nobles à 95 % (comtesse de Rochambeau, 6-7 militants) (quatre quartiers de noblesse sont exigés pour en faire partie). Ses buts : à la fois économique en voulant améliorer les méthodes agricoles et le sort des campagnes (ferme modèle dans le Morbihan) et culturel (étude du passé breton).

Cependant, elle fut, déjà, considérée comme suspecte et suspendue un an en 1854 par Napoléon (qui vint faire un discours à Rennes en breton !!!), puis définitivement en 1859. Elle reprendra ses activités en 1877, et existe toujours.

Bien que de caractère réactionnaire, elle fut le seul mouvement politique durant quarante ans. Bien que sincères, ces jeunes nobles furent heureusement rejetés par le peuple.

## LE MOUVEMENT CULTUREL

La seconde moitié du XIX è siècle fut riche sur le plan culturel. Une production énorme de livres apparut. Plus de 80 bardes et conteurs les répandirent, car un grand nombre d'écrits et de chansons étaient imprimés sur des feuilletts volants. Il n'y eut jamais autant de livres en breton. La langue bretonne atteint son apogée : 1200 000 la parlait en 1890, contre 400 000 au IX è siècle. Des cours de breton, des stages de breton, des revues (exemple du journal en breton de Vallée à 12-13.000 exemplaires dans le Trégor et lu par le peuple). Le clergé (abbé L'baillon) créa un théâtre sous sa domination. Le II è Congrès interceltique à Saint-Brieuc en 1857, des chaires de celtique sont créées, et en 1898 on voit la vacation du Gorses (Congrès des druides, bardes).

Mais tout ce discours est profondément réactionnaire ( c'est à dire, maintenir et conserver). A la fin du XIX è siècle, ce discours s'adresse à des paysans qui commencent à découvrir la République, qui va les sortir du monde rural. Si, o n 1850, la civilisation bretonne a connu son apogée ( arrivée du chemin de fer, apport de chaux en Mayenne, brulage des champs, production intensive du sarrasin, enrichissement et apparition des costumes), elle est, et c'est une conséquence grave, minée et déjà certains régions commencent déjà à se vider au profit de Paris.

Le clergé et la noblesse bretonnes qui ont assez bien survécu à la Révolution française se rendent parfaitement compte qu'un monde est en train de disparaître. L'évolution défavorable de leur statut social ne leur laisse aucun doute à cet égard. Ce premier Essav est tourné vers la conservation d'une langue, des costumes, des traditions dans lesquels ils voyaient surtout des remparts autour de cette civilisation dont ils n'avaient pas à se plaindre. Toute sa pensée et son action étaient en effet fondées sur la primauté de la religion. Elle y annexera le patriotisme régional pour verrouiller l'ordre qu'elle contrôlait face aux transformations socioculturelles que commençaient à y produire l'ouverture de l'Economie et de la politique républicaine. Dans sa logique, l'attachement patriotique à la langue, aux croyances, aux usages et aux moeurs locales, n'était que le garant du maintien d'une civilisation où les populations respectent "les gens d'Eglise, les propriétaires et toutes les personnes de condition supérieure." ou encore Mons de La Borderie en 1886 : il y a " entre le sentiment chrétien et le sentiment breton, une alliance intime, naturelle, indissoluble ".

#### LA NAISSANCE DU MOUVEMENT REGIONALISTE

En 1890, A. de La Borderie ouvre son cours d'histoire de Bretagne à l'Université de Rennes, en résumant ce que pensait l'élite bretonne d'alors :

" La Bretagne est mieux qu'une province; elle est un peuple, une nation véritable et une société à part, non pas - grâce à Dieu ! - étrangère à la nation, à la société française, mais du moins parfaitement distincte dans ses origines, parfaitement originale dans ses éléments constitutifs " .  
( c1890 . La Borderie )

En 1898, suite à l'" Appel au Peuple Breton ", à Morlaix le marquis de l'Estourbeillon (qui l'incarnera jusqu'à sa mort en 1946) crée l'Union régionaliste bretonne (U.R.B.) composée à 50 % de nobles et d'ecclésiastiques : son objectif l'enseignement de la langue bretonne et une certaine décentralisation administrative.

La politique anti bretonne du gouvernement Combes, à laquelle s'ajoute une politique de persécution de la langue bretonne (introduction du symbole dans les écoles et interdiction de son emploi au catéchisme et dans les églises) entraînera en 1905 l'abbé J.M. Perrot à créer l'Association Catholique bretonne " Bleun-Brug " dont le but était la défense de la langue et de la religion et sa devise " Feiz Ha Breiz ".

Alors que les masses catholiques avaient été prêtes à la violence, les parlementaires bretons s'étaient trouvés unis en 1903 contre le rapport Combes, et à nouveau, mais toujours sans succès, en 1909 et 1910. En 1900, le socialisme nantais Charles Brunellière avait créé une Fédération socialiste de Bretagne regroupant les socialistes des cinq départements bretons (dont fit partie Aristide Briand). En 1904, Lionel Radiguet diffusa à 100.000 exemplaires une "Constitution nationale pour une République Bretonne". En 1909 et 1911, deux ouvrages "La question bretonne" et "Vers une Bretagne organisée " essaient de dégager un programme précis d'organisation régionale.

En 1911, c'est la scission. Se crée la Fédération Régionaliste de Bretagne ( F.R.B.); rassemblant la bourgeoisie et le clergé; il y a très peu d'ouvriers, sauf à Fougères et Douarnenez.

1911 voit aussi la création du Premier Parti Nationaliste Breton (P.N.B.) à l'initiative de deux intellectuels : C. Mercier d'Erme et L.N. Le Roux (son organe de presse : Breiz Dishual), mais regroupera seulement sept adhérents, puis onze !! " Nous considérons la Bretagne comme une nation originale, asservie et opprimée... Or, le premier devoir d'une nation, le principe même de toute nationalité, c'est l'indépendance. C'est pourquoi nous la réclamons pour notre pays... Nous formulons donc le principe de nos revendications : séparation intégrale d'avec la France, indépendance politique de la Nation Bretonne, reconnaissance de la langue bretonne comme seule langue nationale " .

Pour la première fois, ce qui sous-tendra toute l'action du Mouvement breton de l'entre-deux guerres était formulé.

En Octobre 1911, toutes les tendances du Mouvement breton s'uniront pour protester contre l'inauguration du monument de Jean Boucher symbolisant l'union de la Bretagne à la France (Camille Lercier du P.N.B. sera arrêté pour avoir sifflé !! )

Malgré tout ceci, le meilleur auxiliaire de la débretonnisation aura été, non pas le symbole, mais le souci de la promotion sociale. En effet, pour progresser, l'école française était la seule rampe promotionnelle.

Ce qu'il faut voir pour ce premier Emsav, c'est que les nostalgiques d'une civilisation mourante, réagirent d'une façon bien précise à un bouleversement bien réel, celui de données économiques et sociales de leur temps. Bien entendu, c'est ce bouleversement bien réel qui pris le rôle moteur et entraîna dans cette classe un certain type de mouvement breton et à l'extérieur de cette classe, des prises de conscience d'une toute autre ampleur, dont nous sommes aujourd'hui les héritiers. De même, que la petite bourgeoisie, entre les deux guerres, se verra menacée à son tour, dans son existence, un autre type de mouvement breton verra le jour en son sein

De même; après la Seconde Guerre Mondiale, on se rendra à l'évidence, que c'était l'ensemble du Peuple Breton qui était menacé dans son existence quotidienne. On verra alors un troisième Emsav qui aboutira en quelques années, à la création d'un parti, l' U.D.B., qui est en train de devenir celui du Peuple Breton.

=====

# LE SECOND EMSAV

Avec ce début du siècle, de nouvelles forces sociales vont s'emparer de la question bretonne et la dissocier de l'entreprise réactionnaire où elle était. D'où le patriotisme cessera d'être le garant de l'ordre existant, tandis que le nationalisme nouveau venu, sera le centre d'un nouvel ordre à édifier.

Avec cette transformation, c'est la base sociale de la revendication bretonne qui va se transformer aussi : classes moyennes urbaines, et nombreux prêtres très proches de la population rurale. Face à la désagrégation du bloc agraire breton, et au passage d'une société religieuse et féodale à une société capitaliste, ce mouvement tentera l'intégration politique et culturelle des classes populaires dans le cadre d'un Etat-Nation breton.

De même, toute l'action culturelle visera non pas à prendre en charge la culture pour elle-même, mais à la subordonner à la pratique nationaliste : " toute la recherche linguistique se consacrera ainsi à transformer une langue paysanne en langue nationale, complètement séparée des pratiques linguistiques quotidiennes des masses bretonnes. " Mais, tout ceci, en vain, car l'audience du mouvement breton restera toujours faible.

A côté de ce mouvement se développera un puissant mouvement démocrate-chrétien, avec le même but d'intégration des classes populaires mais dans le cadre de l'Etat-Nation français.

Quant au bas-clergé, vivant le déclin de la fonction sociale de l'Eglise, sera tantôt dans l'un, tantôt dans l'autre. A côté des "abbés démocrates", il y aura des abbés antirépublicains qui, pour maintenir "le rempart de la foi et des traditions" tenteront d'organiser un mouvement nationaliste breton catholique mais, se heurteront aux autorités ecclésiastiques.

## LE CHOC DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

La guerre provoqua la fin de l'activité du mouvement breton et la disparition, définitive et temporaire, de la quasi-totalité des publications bretonnes.

Si la thèse officielle que la Bretagne avait eu beaucoup de morts (un tué sur quatorze habitants, le double de la moyenne française), par contre celle que le mouvement breton est décimé est une légende car il y eut seulement dix tués. Alors pourquoi ce mouvement ne reprit-il pas ses activités ?

En fait la Guerre a été une révélation : pour la première fois des Bretons ont servi la France et y ont découvert un autre type de civilisation (ville, bar, vin, prostituées, langue, loisirs.); jusqu'ici les femmes bretonnes étaient soumises mais elles ont dû faire tourner les exploitations : à leur retour les hommes se trouvant à une véritable mutation. (c'est ainsi qu'en 1919, la Bretagne sera une des régions où le plus de bas seront vendus). Enfin, jusqu'en 1921, un nationalisme français cocardier va y déferler (inauguration des monuments aux morts, fête nationale) .

L'Emsav constate massivement que la société rurale bretonne est méprisée et qu'elle est en train de mourir. La base économique de cette société s'effondre par par, devant l'invasion des produits industriels français, et aussi de produits de consommation (vins, légumes). Chacun comprend rapidement que l'avenir parle et travaille français, et qu'il faut y préparer les enfants. Or, pour le capitalisme français triomphant, la Bretagne doit juste produire des matières premières au moindre coût, fournir des hommes pour transformer ailleurs d'autres matières premières de Bretagne, et des consommateurs pour

écouler les produits transformés. Ce qui échappe à la Bretagne, c'est le profit. Par ces bouleversements rapides, la société Bretonne est ébranlée.

Le second Emsav entreverra bien ce mécanisme d'exploitation du Puple breton, mais ne sera sensible qu'à l'apparence de la francisation économique, sociale culturelle de notre pays. "Il n'y verra pas la main du capitalisme français, mais seulement ce qui est son gant". Tout naturellement, il en arriva à la conclusion de la nécessité d'y faire face, en créant un Etat Breton, intégré ou non à la France, selon les sensibilités des uns et des autres; Etat breton, présenté selon le modèle français comme l'héritier d'une histoire millénaire aussi grossièrement falsifiée et simplifiée à l'occasion que celle de son modèle français.

#### LA STAGNATION DES RESCAPES DU PREMIER EMSAV

Après la guerre, les premiers aspects d'opposition à voir le jour, vont être des pétitions. Ainsi, en 1919, l'Estourbeillon remettra à la Conférence de la Paix une pétition de 800 personnalités bretonnes ("Pétition pour le droit des langues et la liberté des faibles": reconnaissance des libertés culturelles et économiques car "la Bretagne forme véritablement dans la communauté française une nation et un peuple distincts") Parallèlement en 1920, une pétition recueillera 300.000 signatures et le soutien de 124 associations pour protester contre un projet de morcellement de la Bretagne.

Parallèlement, des démarches parlementaires seront mises en place. En 1919, le député du Finistère, Bouillon-Lafont, présente une pétition des élèves de Quimper. Les députés demanderont à la Chambre qu'il soit fait droit à la Bretagne de voir sa langue enseignée: Inizan et Tremintin en 1926. Le Congrès Interceltique de Quimper de 1924 permettra de renouveler ces demandes. 1925 voit la protestation des conseils généraux du Finistère, des Côtes du Nord, du Morbihan contre la circulaire de Monzie. En 1926, l'U.R.B. protesta auprès de Poincaré sur ce qui se passait en Alsace. En 1933, les cinq conseils généraux adoptèrent les propositions du F R B et de la Confédération des sociétés bretonnes pour l'introduction du breton dans l'enseignement.

A partir de 1924, le Bleun Brug essaiera de lancer un mouvement breton démocrate et chrétien sur une base populaire comme le mouvement alsacien. En 1925 il se transforma en "Société d'éducation nationale bretonne", avec pour but: "promouvoir l'idéal breton dans le triple domaine intellectuel, politique et économique..., de contribuer à rendre à la Bretagne le plein exercice de sa foi traditionnelle." "Le Bleun-Brug est étranger à toute politique de parti; il pratique, en dehors de toute tendance séparatiste, une politique bretonne consistant à poursuivre la préparation et la conquête d'un régime d'autonomie".

Avec le Congrès de Morlaix en 1927, le Bleun-Brug publia une "Déclaration" s'inspirant d'une doctrine fédéraliste demandant entre autre un parlement et un pouvoir exécutif breton, et un budget autonome et se dota d'une revue, la Patrie Bretonne. Très rapidement, les autorités ecclésiastiques condamneront cette politisation et imposeront de se cantonner dans le seul domaine catholique et culturel. L'abbé Mordec fut obligé de démissionner son poste de secrétaire général où il avait été de 1926 à 1928. L'abbé Mordec créa aussitôt "l'Adsao" pour reprendre le programme de démocratie chrétienne bretonne et adhère à l'U R B. Des réunions imposantes seront organisées au Léon, mais l'Adsao sombrera, du fait de l'incompréhension qu'il rencontra au sein du Parti démocrate populaire et du fait surtout de la mauvaise santé de son fondateur, qui mourut en 1936.

N'ayant pu obtenir la moindre satisfaction, le mouvement régionaliste piétinera, en continuant sa propagande et ses congrès annuels.

Le second Emsav verra le jour dans un milieu totalement différent. 10 étudiants rennais, un peu farfelus (Mordrel ne connaissait pas les bardes; Debeauvais n'avait jamais rien lu sur la Bretagne.)

En Janvier 1919, le Groupe Fédéral Régionaliste Breton (créé en 1918) sortit en janvier 1919 le premier numéro du journal Breiz Atao (très modéré) (Debauvais, Bricler, Mordrel allaient en être les éléments moteurs). Pour appuyer le journal Marchal et Mordrel vont créer l'Unvaniez Yaouankiz Breiz (Union de la jeunesse bretonne) qui se déclara nationaliste. C'est à cette époque qu'Olivier Mordrel situera plus tard, avec erreur, la naissance du mouvement breton.

Ces étudiants ont découvert la Bretagne à travers l'histoire. Ils ont un système de référence nouveau et ont eu une révélation : l'exemple Irlandais et celui des autres petits peuples qui ont pu à l'issue de la guerre, obtenir leur indépendance. C'est un mouvement aussi dérisoire que le premier Emsav, mais lui, est étranger. Mais très vite, la rencontre se fera avec l'autre Emsav, mais ils vont surtout se passionner pour l'aspect linguistique (Debauvais disant à sa fiancée: " je ne parlerais plus français; Mordrel arrivant à parler uniquement en trois-quatre ans).

En Août 1927, le Parti Autonomiste Breton (Strollad Enrenerion Vreiz) voit le jour et tint son 5ème Congrès à Rosporden en septembre. Il comptait 120-150 adhérents et ses animateurs furent Debeauvais, Mordrel, Bricler, Duhamel, Marchal. Ce P.A.B. était passionnément breton, et au départ n'était pas de droite.

Ce qui est beaucoup plus grave, c'est qu'une nette volonté de conquérir le Peuple découle de ce parti, c'est qu'ils vont aller vers le Peuple; ces jeunes autonomistes sont très généreux, ont une foi totalement démesurée, ont une inspiration extraordinaire. Mais ce sont surtout des politiques, et vivront l'aventure la plus passionnante avec "Givalarn", en voulant montrer que le breton est une langue majeure.

Ont pour référence "l'Etat Breton", ce qui correspond à l'époque, mais qui n'est pas pensé en terme de lutte des classes. Le P A B est réactionnaire, non pas sur le plan social mais sur le plan institutionnel (le recrutement n'est guère différent de celui que connaîtra l'U D B, c'est à dire en majorité des petits bourgeois). A son IIème Congrès à Chateaulin en 1928, sa doctrine sera précisée; il se déclare "fédéraliste" et revendique "une autonomie politique et administrative dont l'organe serait un "Parlement breton"; "l'autonomie ne s'oppose nullement aux intérêts de l'Etat français" et que ce programme peut être réalisé "dans le cadre de la France". Position qui sera précisée par le livre de Duhamel: "la question bretonne dans son cadre européen. "

Mais ce Parti va stagner jusqu'en 1929, ses actions se font par des pétitions, des affichages, des réunions publiques. En 1929, c'est la crise mais c'est aussi les effets des efforts d'organisation de l'énergique Debeauvais qui se font sentir: les éléments les plus actifs des autres organisations rejoignent le P A B. Breiz Atao devient bimensuel en 1928 et hebdomadaire en 1929 juste avant le congrès de Rennes: 5400 exemplaires, 700 abonnés. Un emprunt lancé pour l'achat d'une imprimerie aggrave les charges d'une campagne électorale en 1930 (110 voix à Guingamp, 140 à Saint-Malo); sans oublier toutes les tracasseries policières envers le journal. La rencontre avec le Peuple a été souvent très dure (jets de pierres, bagarres).

Une action internationale s'était également dessinée, avec des alliés privilégiés, les Alsaciens. En Septembre 1927, à Quimper, des autonomistes alsaciens, bretons corses et flamands avaient fondé le Comité Central

des minorités nationales de France, " basé sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sur le fédéralisme international." Un avocat breton du P.A.B. alla défendre les autonomistes alsaciens en jugement à Colmar ( d'où une série d'actions policières contre le P.A.B.). En 1936, Yann Fouer et Y. Delaporte tentèrent d'élargir ce comité en créant la revue Peuples et Frontières (y collaborèrent aussi des Ecossais, des Gallois, Catalans, Basques, Frisons, Provençaux), revue qui fut interdite en juillet 1939, car elle remettait en cause le mythe de la France unie et indivisible.

Mais, ces nationalistes étatiques vont très vite devenir réactionnaires, car ils se référaient toujours aux origines traditionnelles ( la chouannerie: les paysans luttèrent pour libérer la Bretagne ) et voulaient un Etat breton. La crise financière contraignit Breiz Atao à cesser de paraître, tandis qu'en 1930 M Duhamel quittait le P.A.B entraînant avec lui une soixantaine d'adhérents fédéralistes et gauchisants ( dont Marchal, Sohior, Levesque ) qui créèrent en 1931 la Ligue Fédéraliste et essayèrent aussi, mais sans succès durable, de fonder une nouvelle revue " La Bretagne fédérale" (seulement trois numéros). En fait ils n'avaient pas la même énergie que ceux qui avaient créé Breiz Atao.

### LE PARTI NATIONALISTE BRETON (P.N.B)

En fait la solution institutionnelle du P.N.B., ne correspondait pas aux types de solutions envisagées par les travailleurs, et paysans (qui ne comprenaient pas), et qui soutiendront un peu plus tard le front populaire sur la base d'une analyse moins sommaire de la réalité sociale.

Face à cette scission, les éléments durs et décidés (Mordrel, Dobauvais, Bricler, Guicoyesse, Lainé) vont ressortir rapidement Breiz Atao sous la forme d'un mensuel et abandonner le fédéralisme pour le nationalisme intégral. D'où la création du P.N.B en 1932.

A cette époque tous les partis ont cédé au mirage de la force; les Bretons vont s'y jeter gaillardement. Pour Mordrel, puisque les paysans ne comprennent pas, c'est qu'ils sont "cons", aussi très rapidement on arrivera à la conclusion qu'on le créera malgré lui. Mordrel, tant dans Breiz Atao que dans la revue "Stur" fondée dans ce but, élaborera la doctrine du P.N.B, qui peu à peu et surtout après 1936 (où durant quelques mois presque une alliance contre la droite à cause des nationalistes monarchistes) devient ouvertement fasciste, sinon raciste. Doctrine S.A.G.A : groupe racial Nord Atlantique. "Si l'idée bretonne flamba à nouveau, c'est parce qu'elle appartient à l'hérédité psychique. Elle était inscrite sur les chromosomes." "Un Etat breton soucieux de la pureté de sa race déciderait de la neutralisation des alcooliques et autres dégénérés". "Nous appartenons à un peuple de 25 millions de celtes ! Le Panceltisme sauvera la Bretagne ! ... et l'Irlande."

Alors que toutes les associations bretonnes protestaient contre la venue à Vannes le 7 Août 1932 du président Laval pour les fêtes de célébration du quatrième centenaire de l'acte d'union de la Bretagne à la France, à l'aube du 7 août une association secrète "Gwenn ha Du" fait sauter le monument d'union à Rennes. Cet événement va être un coup de fouet pour la propagande du P.N.B (avec la réparation bimensuelle, avec succès de Breiz Atao) et l'impact international. Au départ, Gwenn ha Du sont cinq, commettront six attentats (deux seront un échec). En même temps, certains militants déçus de l'insuccès des actions légales, créèrent (avec l'approbation secrète du P.N.B) un Service Spécial ou "Lu Brezon", une organisation semi-clandestine et paramilitaire, dont un des buts devait être la préparation d'une insurrection armée. Il y eut 80 membres de ce Lu Brezon, dont Lainé fut l'âme damnée, (personnage assez primaire, persuadé d'être le seul à avoir raison). Ce qui sera grave, c'est que des jeunes de 17 ans vont y croire.

Ces attentats (dont le P N B nia toujours avoir la responsabilité) provoquèrent de violentes réactions et une vague de répression policière. Déjà, le 1er février 1929, Poincaré avait déclaré devant les députés : "Sous la Révolution française, on a conduit à la guillotine des hommes qui allaient beaucoup moins loin que les autonomistes d'aujourd'hui... je vous demanderai des armes contre une campagne que je considère criminelle ... ". Perquisitions, arrestations, interdiction de la vente de Breiz Atao à certains droits ainsi que du pèlerinage annuel de Saint Aubin du Cornier. En décembre 1938, Debauvais est condamné à un an de prison (sortira en juillet 1939) et Mordrel à un an avec sursis. Gwenn ha Du répliquera par un attentat.

Seule l'attitude du Parti Communiste avait été différente de celle des autres partis (Humanité du 8 février 1932 : "En Provence, Corse ... la centralisation impérialiste étouffe la vie populaire. Les langues natales sont extirpées, la population administrée par des étrangers ") ( 40 ans plus tard, le procès du F L B sera passé sous silence. Mais, avec l'avènement du Front Populaire en 1936, le Parti Communiste s'alignera sur les autres partis et ne soutiendra plus le mouvement breton.

En 1939, le P N B comptait 800 militants et était dirigé, de façon anti-démocratique, par quatre personnes principalement : Lainé pour les actions violentes, Mordrel pour les liaisons entre le parti et l'étranger, Debauvais la direction du Parti en Bretagne, et Fouéré l'action avec les notables. En août 1939, Breiz Atao est définitivement interdit et un yacht chargé d'armes pour le Lu Brezon est capturé. Sentant leur arrestation proche, Mordrel et Debauvais, après avoir appelé à la neutralité de la Bretagne dans le conflit mondial, s'enfuirent en Allemagne. Leur idée : le salut de la Bretagne ne pouvait venir que de la création d'un Etat breton, d'où l'ennemi principal : seulement la France. A partir d'une telle théorie, tout était possible et la réaction antibretonne prévisible. Le F L B d'aujourd'hui aura la même attitude, et il y aura la même réaction.

#### LE MOUVEMENT CULTUREL

Si la langue bretonne perdait lentement du terrain (proscrite à l'école, combattue par l'administration, envahissement de la presse et radio en français), des militants continuèrent à la défendre avec quelques succès pratiques.

1925 voit la création par Roparz Herson, de la revue littéraire Gwalarn (existera jusqu'en 1944) dont le but était de doter la Bretagne d'une langue littéraire capable d'exprimer toutes les nuances de la pensée et de la technique moderne.

En même temps de cette renaissance littéraire, de nombreux ouvrages de grammaire, de linguistique, de méthodes de breton seront édités. Les premiers cercles celtiques se créeront.

A partir de 1930, cette lutte s'intensifiera et obtiendra quelques résultats pratiques. En 1934, Ar Brezhonney er Skol (" Union pour l'enseignement du breton) engagera auprès des conseils municipaux une campagne de vœux pour que la langue bretonne "soit enseignée officiellement en même temps que le français dans toutes les écoles publiques de Basse-Bretagne." et "son entrée officielle dans l'enseignement secondaire à titre de seconde langue facultative valable pour l'obtention de titres et diplômes".

Le succès de cette campagne fut immédiat (500 conseils municipaux, les 3 conseils généraux de Basse-Bretagne, la plupart des associations bretonnes, les députés bretons de tous les partis) reprirent ce vœu. En 1936, fût créé un Comité de Front Breton pour demander aux candidats aux élections législatives, de former au Parlement un groupe de députés bretons, sans dis-

inction de partis, pour réclamer la création d'une région bretonne et l'enseignement de la langue bretonne. Quarante et un candidats (dont 15, seront élus) y adhèrent; toutes les associations soutinrent le Front dont le secrétaire était Yann Fouéré. Parallèlement à ses démarches de 1937 et de 1938, Yann Sohier (mort en 1937) créa Ar Falz, bulletin mensuel des instituteurs laïques partisans de l'enseignement en breton. Nettement situé à gauche socialement, Ar Falz revendiquait le breton comme langue usuelle de l'enseignement en Basse-Bretagne, et le français comme une langue auxiliaire. L'école libre se mit à suivre le mouvement.

30 juin 1937 : la commission de l'Enseignement du Parlement invita à l'unanimité : " le gouvernement : " à mettre en application de manière progressive l'enseignement de la langue bretonne parallèlement à celui de la langue française dans les écoles primaires, les écoles primaires supérieures, les lycées et collèges du Finistère et de la région bretonnante des Côtes du Nord et du Morbihan, ainsi que dans les écoles normales primaires de ces trois départements ". La seule concession accordée légalement, sera l'autorisation d'ouvrir des cours facultatifs de breton et au cours de loisirs dirigés dans les écoles primaires en dehors des heures de classe : le premier cours sera ouvert en 1938.

Tous ces efforts pour la défense de la langue bretonne ne seront arrêtés que quelques mois par le conflit mondial. Avec l'armistice, ils reprendront de plus belle et obtiendront légalement des résultats concrets.

Avec la seconde guerre mondiale, le mouvement breton allait réellement se compromettre et offrir des arguments à la propagande anti-bretonne. Mais il faut être clair. Les actes précis de collaboration avec l'occupant nazi, n'allaient être le fait que d'une minorité, mais une minorité qui alla très loin. Et bien entendu, il ne fut pas difficile ensuite de discréditer l'ensemble du Mouvement breton, même s'il avait comporté des résistants et si dans sa majorité, il s'était contenté de profiter des circonstances pour obtenir des avantages notamment sur le plan culturel.

# LE MOUVEMENT BRETON

## DANS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

### LE " COUP D' ETAT DE 1940 "

Déjà avant la guerre, Mordrel avait suggéré de prendre contact avec les Alsaciens, qui étaient soutenus par les Allemands. Après leur fuite en Allemagne, Mordrel et Debauvais retrouvèrent des agents allemands, mais se heurtèrent également aux réalités et firent de gros efforts pour obtenir le soutien allemand à la cause bretonne le jour de la victoire allemande.

A trois près l'Etat Breton aurait pu être proclamé. Si Mordrel et Debauvais avaient pu convaincre les militaires et certains nazis, l'ensemble des dirigeants nazis pensaient que la France devait devenir un grand pays agricole, fasciste, antisémite, d'où, aucune raison de la diviser. Une région militaire autonome de Bretagne (à 5 départements) fut créée. Le 3 juillet 1940 à Pontivy, Mordrel, Debauvais, Lainé et Guyesse créait le Conseil National breton, lancent un hebdomadaire "l'Heure Bretonne" et proclament le droit pour la Bretagne, de prendre place dans la nouvelle Europe "non plus comme province domestique, mais comme nation libre et honorée." Le P N B allait pouvoir se reconstituer."

Mais l'indépendance ne fut pas proclamée. Les Allemands ne reconnurent pas ce P N B, et interdirent l'accès aux imprimeries. Seuls, sept journaux allemands reproduisirent la proclamation, mais le reste fut bloqué. Mordrel n'a pas tort aujourd'hui lorsqu'il affirme que cela aurait été "irréversible", et certains faits en témoignèrent : Ouest-Eclair en parla, certains comportements révélateurs en Bretagne le 12 juillet, ou encore l'entretien du directeur de la Banque de Bretagne venu voir Debauvais pour lui demander si dans l'Etat Breton, on s'alignait sur le Franc ou le Deutch Mark.

Mais à Montoire, Petain déclarera "Français, j'ai sauvé l'unité de la France." En avant 1940, le mouvement breton n'a plus le soutien de l'Allemagne, et est seulement toléré. Mordrel (menacé d'arrestation par les Allemands) et Debauvais sont obligés de démissionner et sont mis dans l'impossibilité de militer durant tout le reste de la guerre.

### L' EVOLUTION DU P N B JUSQU' A L' EXCOMMUNICATION FINALE : LA BEZEN PERROT

Le P N B va se regrouper en s'adaptant aux circonstances nouvelles. Les autonomistes vont d'abord se donner un chef plus modéré et moins divisé par ses prises de position, en la personne de Delaporte, ancien président du Bleum-Bruy. Sur le plan intérieur, se déclarera non "séparatiste de principe", prêt au dialogue "La Bretagne devra entrer comme Etat libre au sein de l'Empire français.", quant au conflit mondial se proclamera totalement neutre. Son journal "l'Heure bretonne" devint l'hebdomadaire le plus lu avec 52.000 exemplaires, en étant totalement hostile au gouvernement de Vichy.

Durant la guerre, le P N B devient un mouvement très populaire mais c'est aussi une période où toute la population avait perdu toutes ses références et où la repression anti-bretonne a disparu. Le P N B se consacra durant toute cette période à un travail en profondeur dans la population, à la propagande et à mettre en place des milices de jeunes, les Bagadou Stourn (sous la direction de Yann Goulet que l'on retrouvera plus tard avec le F L B).

Cependant, les extrémistes nationalistes ne pouvant convaincre le P N B, à un retour à ses sources, Lainé et Guyesse le quittent, recréent un second P N B qui republie Bruiz Atao. Ils demandaient la création " d'un Etat breton participant directement à l'Europe nouvelle sans aucun intermédiaire français ". " En politique extérieure, collaboration sincère et complète avec l'Allemagne; en politique intérieure, lutte contre le gaullisme, le communisme et le terrorisme." Une légion de volontaires bretons fut créée.

Egalement à cette époque, la résistance s'était politisée et avait repris à son compte la "répression" antibretonne. En Septembre 1943, un résistant communiste du Huelgoat assassina l'Abbé Perrot (personne bien vue dans le mouvement breton), et peu de temps après le cousin de Mordrel, Y. Bricler, était également assassiné à Quimper. Aussitôt Lainé transforma la L V B en Bezen Perrot qui se mit à traquer sauvagement les résistants aux côtés des Allemands. Mais cette Bezen Perrot ne comprit à peine cent hommes. Mais la boucle était bouclée.

#### LE COMITE CONSULTATIF DE BRETAGNE

Le mouvement breton modéré ne va pas s'organiser en parti, mais plutôt tenter de rassembler les Bretons, au-dessus de toute politique, autour de la défense des droits, libertés et intérêts de la Bretagne. Et ce, autour du quotidien La Bretagne (cré par Yann Fouéré en mai 1941) et de la Dépeche de Brest (qui s'aligne sur ces positions. Des groupes d'Amis de la Bretagne sont créés pour soutenir l'action du journal. Le gouvernement de Vichy ne peut ignorer la force du mouvement (les deux journaux tirent à 100.000 exemplaires).

Aussi en octobre 1942, le préfet de Bretagne (à 4 départements) créa le Comité Consultatif de Bretagne, dont les attributions se limitent seulement aux questions culturelles, et ce sans pouvoir de décision. Toutes les grandes associations bretonnes en étaient membres, excepté le P N B qui se vit interdire l'accès par le gouvernement. Le Président en fut Yann Fouéré et le Président d'honneur, le vieux marquis d'Estourbeillon.

Cependant, cette création n'était pas sans importance, car c'était la première assemblée bretonne depuis 1790. De plus, peu à peu, il élargira ses attributions et n'hésitera jamais à prendre position dans les domaines administratifs, socio-économiques et politiques. Au début de 1944, son projet de constitution détaillé du futur "gouvernement" de Bretagne avait été approuvé par plus de 200 conseils municipaux et 1000 personnalités).

Quant au "contentieux franco-allemand", il refusa de prendre parti, laissant ses membres libres de leur attitude personnelle. En Grande-Bretagne, les Bretons de la France Libre présentèrent à de Gaulle, un projet similaire.

Mais, à la fin de la guerre, ils se heurtèrent tous à l'hostilité traditionnelle des dirigeants de la France.

#### LE MOUVEMENT CULTUREL

Le mouvement culturel breton connaît le succès autant par l'effort de ses militants que par le contexte de l'époque en Bretagne.

Une presse enfantine voit le jour; les cercles celtiques se multiplient et se fédèrent en 1942 dans la B A S (Bodadey ar Sonerien), les cours de breton sont de plus en plus nombreux, des sociétés d'édition... En octobre 1941, Roparz Hémon créa l'Institut Celtique pour suppléer aux carences de l'Université de Rennes. Les manifestations culturelles se multiplieront également.

A Radio-Rennes, une heure d'émission, en breton, confié à Roparz Hémon. Dans l'enseignement, une épreuve obligatoire d'histoire et de géographie de la Bretagne au certificat d'études (d'où son enseignement dans les écoles); l'ouverture de cours facultatifs de breton dans les écoles primaires; des formations pour instituteurs bretonnants; le breton devient matière d'enseignement au certificat d'études et dans les concours administratifs en Bretagne.

ges de formation pour instituteurs bretonnants; le breton devient matière d'examen au certificat d'études et dans les concours administratifs en Bretagne.

L'ECRASEMENT : REPRESSION ET PERSECUTION

L'action du Bozon Perrot permet de compromettre et d'englober dans la repression, toutes les formes du mouvement breton sans aucune distinction; y compris contre des militants P.N.B. ayant pourtant été dans la résistance. Et ce, non seulement, pour réprimer les "menées de collaboration" mais surtout pour décapiter le mouvement breton. Des milliers d'arrestation, une cinquantaine de condamnations à mort (20 le seront); seuls les autonomistes seront condamnés à l'interdiction de séjour en Bretagne. Toutes les concessions culturelles sont reprises, toutes les associations et toute la presse sont interdites. Seul un soutien international, des manifestations de la population, la position officielle de De Gaulle (seulement des sanctions contre les collaborateurs, permettront d'infléchir la repression.

# LE TROISIEME EMSAV

## L'APRES-GUERRE.

De 1944 à 1954, le mouvement breton sera pratiquement muet, décapité par la répression aveugle, la population restant dans son coin par peur. De son côté le gouvernement pensait que la répression avait été suffisante pour éviter une renaissance de l'action politique; pensant que c'était fini, le gouvernement ne se préoccupait plus de la Bretagne.

Cependant, tout de suite après la guerre, des premiers efforts se firent jour pour remonter la pente. Les premières tentatives furent des échecs ou furent interdites : petit journal très timidement nationaliste "Avoc en Troc'h" (Vent de la Victoire) des frères Olivier (1946-1947), l'hebdomadaire Vent d'Ouest (1946), et le mensuel régionaliste le Peuple Breton (1947-1949) de Jean Martray.

1946 (mort de l'Estourbeillon) voit la fusion de l'U.R.B. et de l'Association bretonne, et la reprise des activités de Bleun-Brug. En 1947, Martray fait le point et rediffuse les revendications régionalistes dans son livre "Le problème breton et la réforme de la France". Isolés, les militants bretons vont rechercher l'appui international d'où la reprise des Congrès interceltiques à Dublin en 1947 et la création en 1949, sous l'impulsion de Martray, de l'Union Fédéraliste des Communautés ethniques européennes.

Dès la fin de guerre, les bagadou se reorganisent sous l'impulsion de Polig Montjarret : la B.A.S. compte plus de 1000 cercles celtiques et bagadou en 1950 (100 en 1948). De même, en 1946, Ronan Eon fonde la revue Al Liamm, qui reprend la suite de Gwalarn. Ar Falz reparaissant de son côté en 1945. Enfin, l'action en faveur de l'enseignement du breton qui reprit activement et en décembre 1950, les députés votant à ce propos la loi Deixonne (défendue par René Pleven, alors président du Conseil et député des Côtes du Nord), loi très insuffisante mais encourageant les militants bretons. En 1951, se créa la fédération Kendalch (revue Breizh) regroupant la B.A.S., Ar Falz, le Bleun-Brug et la J.E.B. (jeunesse Etudiante bretonne). Après la loi Deixonne, un nouvel organisme fut créé : Emyléo Breizh (Fondation culturelle bretonne. En 1960, avec les Basques et Occitans, formera le Conseil national de Défense des Langues et cultures régionales de France.

## LA DOUBLE RENAISSANCE : LE CELIB ET LE MOB

Ce n'est pas par hasard que le troisième Emsav va apparaître dans les années 1950-1960. La reconstruction industrielle rend plus évident le retard économique de la Bretagne et la nécessité d'un rééquilibrage de la France. De plus, avec l'éloignement de la guerre, s'éloigne aussi le discrédit jeté sur le mouvement breton à la suite de son comportement durant la guerre. Le C.E.L.I.B. permettra leur retour des éléments les moins compromis de cette génération (tel Yann Fouéré).

A partir de 1950, Martray (qui avait été secrétaire général du Comité Consultatif de Bretagne) convainc deux députés de Quimper (Hallegouet et Arzano) pour défendre la Bretagne sur le plan économique. D'où la création du C.E.L.I.B. en 1951 (Comité d'Etude et de Liaison des Intérêts Bretons), dont la présidence fut confiée à René Pleven. Autour de cet organisme s'articula une collaboration d'élus, de notables soucieux de modernisation économique et sociale.

Le soutien financier fut trouvé auprès de collectivités locales (800 municipalités y adhèrent). Reconnu officiellement par le gouvernement, en 1955, un décret de Juillet 1956, adopta un "Plan Breton", mais il n'y eut jamais aucune application concrète. Cet échec du C.E.L.I.B. sur le plan des réalisations amena un durcissement des prises de position.

En Juillet 1956, Yan Fouéré avait lancé une pétition en faveur d'un "Projet d'organisation de la Bretagne". Les signataires se retrouvèrent en novembre 1957 et créèrent le M O B (Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne. Parmi ses animateurs : Fouéré dans un but régionaliste, Martray pour prolonger l'action économique et culturelle du C E L I B par un projet politique indépendantiste et Poupinot dans le but de créer un parti nouveau.

"Aménager l'appartement Bretagne dans l'immeuble France du quartier Europe".

Le M O B reçut un appui populaire et compta dès le début 5.600 personnes ; publie un mensuel l'Avenir de la Bretagne à 5000 exemplaires (3.400 vendus). Le M O B s'appuya sur les travaux du C E L I B et contribua à donner des bases très sérieuses aux revendications du mouvement breton, mais sans remettre en cause le capitalisme. Pourtant, des possibilités de luttes populaires existaient : manifestations paysannes 1960-1961, lutte pour une loi-programme, et Etats-généraux de Pontivy en Juillet 1961, prise de la sous-Préfecture de Morlaix, bataille du lait, guerre du rail.... Des pressions s'exercèrent sur le M O B. De 800 adhérents (200 militants) le M O B atteignit son apogée au Congrès de Saint-Brieuc en décembre 1962 où il comptait alors 1500 adhérents (dont 400 militants) de tous horizons, mais ce manque d'unité et de cohésion se fit sentir rapidement.

Après la scission qui aboutit à la création, le M O B tenta de survivre vainement jusqu'en 1968. Seul l'Avenir de la Bretagne continuera à paraître sous la direction de Fouéré, et soutiendra le F L L.

De son côté, le C E L I B sera neutralisé, d'une part, par le départ des éléments de gauche (Philippeau) et par la promotion par le gouvernement de ceux restants (Martray, Pleven, Bean).

#### L' UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

En janvier 1964, 17 personnes créèrent l'Union Démocratique bretonne (U D B), la plupart venaient du M O B, avec qui, ils étaient en désaccord sur la lutte des classes et l'alliance projetée avec l'O A S (fin de la guerre d'Algérie).

A son premier congrès (54 adhérents), l'objectif était très simple : se faire admettre comme un parti de gauche socialiste. Pour le P. S. ce fut facile avec le soutien aux élections présidentielles de 1965, puis peu à peu avec le P.C. (surtout après l'exclusion des gauchistes en 1970.). Le choix socialiste et l'alliance avec la gauche au détriment d'alliance avec le mouvement breton traditionnel découlaient de la constatation que les travailleurs bretons étaient exploités par le capitalisme à dominante française, tandis que la bourgeoisie bretonne était le valet du capitalisme français, d'où l'incompatibilité d'une lutte commune.

Les premières années furent des années d'hu milité. De 1968 à 1971, le parti découvrit les luttes dans les entreprises en prenant de plus en plus position dans les conflits politiques et sociaux. De bons rapports s'établirent alors entre l'U D B et le P S U. De 1971 à 1974, l'U D B évinça l'aile gauchiste du parti qui entravait le combat démocratique et structuré du Parti. Les relations avec les partis politiques, tel que le P C F devaient bonnes, et les liens avec les centrales syndicales C G T, C F D T, se raffermirent.

A partir de 1974, après une période de stagnation toute relative, les idéologies de l'U D B furent reprises par les autres partis, le parti devenant réellement redifible. Ses choix furent clairement établis avec la parution du Programme Démocratique Breton. Suite à tout ceci, l'U D B connut un véritable essor (1800 adhérents aujourd'hui) et concrétisa un succès important aux municipales de mars 1977, succès qui fut confirmé aux cantonales de 1979.

Si l'U D B a assumé l'héritage du nationalisme breton, elle l'a transformé en nationalisme populaire et socialisant, lui ajoutant toute une dimension économique et sociale qui, jusqu'ici, avait été oubliée, et aussi de permettre au nationalisme de reprendre en compte toute une série de problèmes révélés par les luttes paysannes et ouvrières. Ce qui a été décisif et primordial avec l'U D B, c'est d'avoir enrôlé le mouvement breton à gauche et de faire en sorte que les organisations syndicales et partis politiques de gauche le prennent au sérieux.

#### UNE PROLIFERATION D'ORGANISATIONS EPHEMERES

Avec la contestation issue de 1968, toute une série d'organisations politiques et culturelles "bretonnes" virent le jour, mais éphémères : Strollad Ar Vro, Stourm Breizh, Parti Communiste Breton, Sao Breiz, Comités d'Action Breton, Front Autogestionnaire Socialiste Autonomiste Breton... La plupart du temps, situées à l'extrême-gauche, mais surtout éphémères et avec un faible impact. Sans oublier la reprise en compte par l'Extrême-gauche, la C F D T, le P S U-Bretagne" de la revendication bretonne.

Il serait nécessaire aussi de s'arrêter sur l'histoire du F L B (ce qui sera l'objet d'un numéro entier) qui intervint pour les premières fois en 1966, et qui révéla aux médias, le problème breton.

=====